

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **126 (1981)**

Heft 3

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344367>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Guerres stagnantes, est-on tenté d'écrire en cette fin d'hiver à propos des conflits russo-afghan et irano-irakien. Mais les apparences pourraient bien être trompeuses. La saison explique en partie l'assouplissement relatif du combat. Et, dans un cas comme dans l'autre, rien n'indique que l'on entre dans la voie d'un règlement politique, en dépit de quelques initiatives diplomatiques tombées à plat.

En Afghanistan, les Soviétiques ont engagé ce qu'il fallait pour dominer à peu près ce qui leur est militairement utile: grands axes, places d'aviation, villes principales, sorties vers l'ouest et le sud. Ne pouvant occuper tout le pays — question d'effectifs, et aussi parce qu'il faut entretenir la fiction de l'aide fraternelle à un Etat censé capable de maîtriser peu à peu la situation —, ils matraquent les repaires des résistants, sans en venir à bout. Et si les patriotes afghans manquent toujours d'armes antichars et de DCA, si le gros de leur équipement est fait de prises de guerre, leur tactique s'est perfectionnée à l'expérience. Quant à leur moral, l'exploit qu'ils ont réalisé en tenant depuis quinze mois la dragée haute à l'envahisseur doit être de nature à le consolider.

Le «pat» irano-irakien a évidemment d'autres causes. Aucun des deux belligérants, également obligés de se garder sur d'autres frontières comme sur le front intérieur, ne semble en état d'atteindre actuellement ses buts de guerre, faute d'aptitude opérative. Les initiatives locales prises ces derniers mois ont tourné court. D'un point de vue général, c'est, à défaut de paix, un moindre mal. Car cela dispense les Etats islamiques de la région, divisés, de s'engager au-delà de sympathies proclamées et d'appuis modestes, et dispense surtout les grandes puissances d'intervenir sous prétexte de rétablir un équilibre qui n'est pas effectivement rompu.

Ce qui ne veut pas dire que le risque latent d'un conflit ayant le golfe Persique pour théâtre et le pétrole pour enjeu soit moins présent pour autant. Il a surgi avec la révolution iranienne, et s'est aggravé par la poussée soviétique en Asie centrale. La guerre que se livrent Bagdad et Téhéran n'a fait qu'y ajouter une composante de plus.

Il est d'ailleurs manifeste que ce risque reste au premier plan des préoccupations du nouveau gouvernement américain, comme il l'était déjà dans la dernière année de la présidence de Jimmy Carter. Parce que, pour reprendre les termes employés par le comité des chefs d'état-major, c'est dans la région du Golfe et dans le sud-ouest de l'Asie que les Etats-Unis se sentent «le plus immédiatement et le plus gravement vulnérables». On ne s'étonnera donc pas de voir le président Reagan poursuivre l'effort de son prédécesseur pour constituer une force d'intervention rapide et pour lui aménager des relais et des points d'appui à sa mesure. Figurent notamment dans ce programme, en première urgence, le développement de la base aéro-navale de Diego Garcia, dans l'océan Indien, la création d'une base aérienne et d'un centre de communication dans le sultanat d'Oman, des «facilités» aéro-terrestres en Egypte, d'autres, pour la marine, dans un port du Kenya, et l'amélioration de la base aérienne des Açores.

L'ensemble, on le sait, ne sera pas opérationnel avant trois ans au moins. Ce délai s'inscrit dans celui, plus large, qui s'écoulera avant que l'équilibre stratégique global puisse se rétablir entre l'Est et l'Ouest. Une période de cinq ans au bas mot, que les experts considèrent comme dangereuse. Que leur inquiétude soit partagée par le président Reagan, cela ressort du fait que le plan d'économies présenté en février au Congrès fait exception pour le budget militaire, conçu, pour les années à venir, de manière à permettre aux Etats-Unis de combler leur retard sur l'URSS. Mais, plus significatif encore que le coup de barre financier, il y a le renouvellement des intentions. C'en est apparemment fini de la doctrine du «désengagement», issue des déboires américains au Vietnam, et appliquée non seulement en Indochine, avec les effets que l'on voit aujourd'hui, mais encore en Afrique (Angola, Somalie...). Washington revient de la politique de l'absence à celle de la présence, et les signes sont visibles.

Si le soutien promis au Gouvernement du Salvador est fait avant tout pour signifier que les Etats-Unis ne sont plus résignés à voir le Kremlin semer la pagaille en Amérique centrale par Cuba interposé — cela dit sans que l'on puisse se prononcer ici sur le bien-fondé des suspicions américaines —, la décision de maintenir en Corée du Sud les quelque 40000 hommes que M. Carter voulait retirer progressivement, les encouragements donnés au Japon afin qu'il améliore sa défense et

favorise financièrement celle des pays libres du Sud-Est asiatique, attestent la volonté de ne pas laisser le champ libre dans l'Asie maritime à une Union soviétique qui a désormais les moyens d'une grande stratégie des océans et dont la Chine n'est pas, ou pas encore, en état de contrecarrer les desseins.

En renouvelant, d'autre part, la promesse d'engager toutes les ressources des Etats-Unis pour défendre l'Europe occidentale si elle venait à être attaquée, M. Reagan répète ce que tous les présidents ont dit depuis 1945, et, comme eux, il adjure les Européens de prendre une plus large responsabilité dans leur propre sécurité. La différence, c'est que le nouvel hôte de la Maison-Blanche entend payer d'exemple, comme l'indique, notamment, la décision de remettre en chantier un bombardier stratégique dont le projet avait été gelé par M. Carter.

Mais alors se posent deux questions. Premièrement, les Etats-Unis pourront-ils mener à terme le redressement politico-stratégique annoncé? Cela dépendra de leur vitalité économique, mais aussi de l'adhésion d'un Parlement et d'un peuple qui se sont cabrés sous l'humiliation subie en Iran, mais dont il reste à voir s'ils sont prêts à l'effort soutenu que M. Reagan va leur demander. Deuxièmement, les alliés européens feront-ils leur part, qui reste considérable? Ils sont tous, peu ou prou, dans les difficultés économiques; ils sont tous désireux de bénéficier de la sécurité que peut leur donner la force américaine, et d'abord la force nucléaire, mais tous, aussi, soucieux de ne pas se laisser dicter leur attitude par Washington. Et plusieurs d'entre eux, sinon tous, sont sensibles à la pression d'une URSS dont ils réprouvent les actes, mais dont ils répugnent à suspecter les intentions. La logique voudrait que, dans cette perspective, les pays européens manifestent leur indépendance par un effort de défense qui accroîtrait à la fois leur sécurité et leur autonomie. Mais cette logique se heurte à des obstacles qu'il ne faut pas minimiser: une impécuniosité relative, des oppositions intérieures, la mythologie d'une «détente» dont l'échec n'a guère amoindri le pouvoir séducteur, la prudence légitime de ceux qui, destinés à la première ligne, ont le souci d'éviter jusqu'aux apparences de la provocation. A cet égard, les réticences européennes devant l'implantation des fusées «Pershing 2» ou des bombes à neutrons sont significatives.

Pourtant, la progression de la puissance militaire du «camp socialiste» est un phénomène constant, sur lequel l'espèce de moratoire stratégique que les Occidentaux concevaient sous le nom de détente n'a pratiquement eu aucun effet retardateur. A preuve que, dans les années septante, l'écart des forces s'est creusé davantage, sauf dans le domaine des armes nucléaires intercontinentales. C'est là un fait que l'Occident européen ne peut ignorer. Mais si grande est sa foi dans la vertu intrinsèque de la négociation qu'il a peine à admettre qu'il lui faut être fort pour négocier utilement. Vérité dont, pour leur part, les Soviétiques sont bien pénétrés. Ils se sont rendus forts en Europe avant de discuter de sécurité européenne, forts sur les mers avant de proposer de négocier la liberté des passages qu'ils ne dominent pas, forts dans la zone du Pacifique, grâce à leur marine, avant de proposer une conférence sur l'Extrême-Orient.

Reste que, si l'URSS poursuit sans désespérer un armement qui doit, selon la thèse énoncée naguère par le maréchal Kulikov, le chef actuel des armées du Pacte de Varsovie, lui donner la parité avec la totalité des forces additionnées des Etats-Unis, de l'Europe et de la Chine, et si elle peut jouer, à travers le monde, d'excellentes cartes dont les plus visibles ont nom Kadhafi, Assad, Castro et Mengistu, elle a aussi ses points faibles. Le plus faible est la Pologne, ou plutôt la réaction quasi chimique dont la Pologne a été le révélateur. Il est bien clair que le Kremlin a les moyens d'écrabouiller la liberté que le peuple polonais s'arroge, et que cela ne lui poserait aucun problème militaire. Pourtant, il est contraint à la patience devant une hérésie qu'il déteste parce qu'elle offense le système communiste dans son essence et dans sa pratique, alors même que la primauté du parti et la fidélité de la Pologne au «camp socialiste» ne sont pas ouvertement mises en question. Cette patience a plusieurs fondements: la conviction que, tôt ou tard, les choses rentreront dans l'ordre communiste; la nécessité de manifester, à l'adresse des autres régimes satellites, une assurance roborative; le refus de laisser éclater, comme ce fut le cas en Afghanistan, l'antinomie entre la soumission à l'autorité de l'URSS et les aspirations nationales; la répugnance à avouer, pour la troisième fois en Europe, que l'amitié avec l'URSS est une contrainte, non un choix; l'opportunité de garder le front oriental calme alors qu'il faut amener les Occidentaux à renoncer au rétablissement de l'équilibre stratégique; enfin,

l'inconvénient de se mettre sur les bras une résistance polonaise qui, outre ses effets perturbateurs sur le dispositif soviétique en Europe, ne serait pas sans gêner la concentration des forces qui, à bref délai, pourrait s'imposer en Asie centrale, ou en Extrême-Orient.

Tout cela fait que le printemps s'annonce dans une confusion et une fluidité assez peu rassurantes. De quoi inciter les nations libres à garder leur poudre sèche...

J.-J. C.

On ne conjure pas le danger en l'ignorant.

ROGER HUGENTOBLER